



# Assemblée générale

Distr. générale  
29 juillet 2010  
Français  
Original : anglais

---

## Soixante-cinquième session

Point 88 de l'ordre du jour provisoire\*

### **Portée et application du principe de compétence universelle**

## **Portée et application du principe de compétence universelle**

### **Rapport du Secrétaire général établi sur la base d'observations de gouvernements**

#### *Résumé*

Faisant suite à la résolution 64/117, par laquelle l'Assemblée générale a demandé au Secrétaire général d'établir un rapport sur la portée et l'application du principe de compétence universelle, le présent rapport s'inspire des indications et observations fournies par les États Membres.

---

\* A/65/150.



## Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction . . . . .	3
II. Observations générales . . . . .	3
III. Portée et application de la compétence universelle selon le droit interne, les traités internationaux et la jurisprudence sur la matière . . . . .	9
IV. Nature du sujet. . . . .	24
Tableaux	
1. Liste des infractions mentionnées dans les diverses observations à l'égard desquelles différents codes organisent la compétence universelle (y compris d'autres titres de compétence) . . . . .	28
2. Textes intéressant le sujet, d'après les indicateurs fournis par les gouvernements . . . . .	32
3. Traités sur la matière cités par les gouvernements, notamment ceux consacrant le principe <i>aut dedere aut judicare</i> . . . . .	35

## I. Introduction

1. Faisant suite à la résolution 64/117, par laquelle l'Assemblée générale a demandé au Secrétaire général d'établir un rapport sur la portée et l'application du principe de compétence universelle, le présent rapport s'inspire des indications et observations que les États Membres étaient censés lui présenter sur ce sujet avant le 30 avril 2010.

2. Dans sa première partie, le rapport passe en revue les observations formulées par les gouvernements touchant leur conception du sujet et certaines réflexions sur la matière. La deuxième partie, y compris les tableaux correspondants figurant à la fin du rapport, s'arrête sur la portée et l'application du principe de compétence universelle, notamment sur les règles de droit interne, les traités internationaux et la jurisprudence sur la matière, ainsi que la résolution le prescrit. La troisième partie récapitule les questions qui, de l'avis des gouvernements, mériteraient d'être examinées, certaines de leurs observations y étant reproduites.

3. Ont formulé des observations les pays ci-après : Afrique du Sud, Allemagne, Arménie, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bélarus, Belgique, Bulgarie, Cameroun, Chili, Chine, Chypre, Costa Rica, Cuba, Danemark, El Salvador, Estonie, État plurinational de Bolivie, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, Finlande, France, Iraq, Israël, Italie, Kenya, Koweït, Liban, Malaisie, Malte, Maurice, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Pérou, Portugal, République de Corée, République tchèque, Rwanda, Slovaquie, Suède, Suisse et Tunisie.

## II. Observations générales

### A. Contexte

4. Dans leurs observations, certains gouvernements replacent le sujet de la compétence universelle dans le cadre général de la compétence en droit international et rangent généralement la « compétence pénale universelle » dans cette matière, faisant remarquer que cette compétence est étroitement liée aux principes du droit international ayant trait à la souveraineté et à l'intégrité territoriale, étant noté que, selon le principe de souveraineté, l'État peut, sur son propre territoire, exercer sa compétence législative et exécutive (ou prescriptive/normative, juridictionnelle/judiciaire et exécutive) à l'exclusion des autres États. Ce pouvoir – attribut de la souveraineté de l'État – est communément appelé « compétence ». En règle générale, ce pouvoir ne peut s'exercer que sur le territoire de l'État. Encore ce principe dit de la territorialité de la loi pénale n'est-il pas absolu. En effet, le droit international n'interdit pas à l'État d'exercer sa compétence hors de son territoire. À cet égard, certains gouvernements s'arrêtent sur les différents titres de compétence pénale : a) le principe de territorialité (notamment la territorialité subjective et objective); b) le principe de nationalité (« personnalité active »); c) le principe de la personnalité passive; d) le principe de protection; et e) le principe de l'universalité.

5. Pour certains gouvernements, il importe que la compétence, quel que soit son fondement, s'exerce de bonne foi et dans le respect des autres principes et règles du droit international. Encore que les auteurs de crimes graves doivent faire l'objet d'une enquête sérieuse et régulière et être poursuivis et punis, il est essentiel que la

lutte contre l'impunité ne donne pas lieu à des irrégularités et ne fasse pas entorse à d'autres règles du droit international. Ces conditions doivent être respectées dans le but d'asseoir la légalité, de contribuer utilement à la paix entre les nations et en définitive de rendre justice aux victimes.

6. Il est observé que l'État sur le territoire duquel le crime est commis (l'État du territoire) et l'État de nationalité de l'auteur du crime (l'État de nationalité) ont généralement la primauté, dans le cadre de la lutte contre l'impunité, à l'égard des personnes, des actes ou des biens. Ainsi, l'État doit incriminer les infractions graves dans son droit interne et exercer effectivement sa compétence à l'égard de ces infractions lorsqu'elles sont commises sur son territoire ou par ses ressortissants. On fait valoir que l'État du territoire est souvent le mieux à même de réunir des éléments de preuve, de produire des témoins, de pourvoir à l'exécution des peines et d'adresser le « message de la justice » à l'accusé, aux victimes et à la société lésée.

7. Les gouvernements soulignent également que l'une des importantes avancées enregistrées en droit international ces dernières décennies tient en ceci que l'on s'accorde à considérer que les crimes graves ne doivent pas rester impunis. La coopération internationale ne cesse de se renforcer et de nouvelles mesures sont prises pour traduire en justice les auteurs de tels crimes. Ces efforts ont abouti à des résultats concrets : la consécration du principe de la compétence pénale internationale et de l'exercice de poursuites sur le fondement de la compétence universelle.

8. S'agissant de la compétence pénale internationale, certains gouvernements évoquent la création des différents tribunaux pénaux ad hoc et le Statut de Rome de la Cour pénale internationale. Si d'aucuns se disent favorables à ces dispositifs, au motif que le système de justice pénale internationale offre divers mécanismes complémentaires dont la finalité est non seulement de mettre fin à l'impunité mais également de préserver la paix et la sécurité internationales, certains gouvernements reconnaissent que ces instances ne sont pas sans limitations d'ordre pratique et juridictionnel.

9. Par ailleurs, on reconnaît qu'il est des crimes graves de caractère international qui échappent toujours à la compétence territoriale ou nationale, y compris ceux dont les auteurs deviennent des fugitifs internationaux, d'où en partie l'intérêt et la résurgence du principe de compétence universelle. Dans leurs observations, plusieurs gouvernements se disent résolus à lutter contre l'impunité, voyant dans la compétence universelle un instrument juridictionnel essentiel à cette fin. On souligne que la compétence universelle doit s'exercer dans le respect des règles généralement reconnues du droit international, en particulier celles qui reconnaissent des garanties et droits fondamentaux à tout accusé. On considère tout aussi important de préserver l'indépendance et l'impartialité de la justice, en sorte que le principe de compétence universelle ne soit pas instrumentalisé à des fins politiques.

## **B. Intérêt du principe**

10. Certains font observer que la doctrine fonde le principe de compétence universelle sur l'idée que certains crimes sont d'une gravité telle qu'ils touchent la communauté internationale tout entière, ou qu'ils sont universellement réprouvés ou portent atteinte à des intérêts internationaux, si bien que tout État est tenu d'en

poursuivre les auteurs. Étant donné la nature ou l'extrême gravité de ces crimes, leur répression intéresse l'ensemble de la communauté internationale, chaque État ayant de ce fait le droit d'exercer sa compétence pour en juger les responsables.

11. D'une certaine façon, on voit dans la compétence universelle un mécanisme complémentaire de plus proposé pour le système collectif de justice pénale, qui vient garantir que l'État agirait au nom de la communauté internationale en présence de crime grave de caractère international, toutes les fois que d'autres États compétents ne pourraient ou ne voudraient agir et que les juridictions internationales n'auraient pas la compétence ou les moyens pratiques nécessaires pour en poursuivre les auteurs. Si les tribunaux internes n'invoquent que rarement la compétence universelle, ce n'est pas tant parce qu'ils méconnaissent la gravité des crimes visés que parce qu'ils préfèrent fonder leur compétence sur d'autres chefs. On fait observer que la compétence universelle présente un caractère subsidiaire qui est absent des formes classiques de compétence extraterritoriale.

## C. Définition

12. Dans leurs observations, plusieurs gouvernements proposent une définition de la « compétence universelle ». Variées, les diverses définitions proposées renvoient cependant toutes quant au fond à la même idée que la preuve de l'existence d'un lien avec l'État du for est indifférente s'agissant de déterminer la compétence. Dans certains exemples, la compétence universelle reçoit des définitions prescriptives : a) la compétence pour juger tout crime grave commis à l'étranger, peu importe le lieu, la nationalité de l'auteur ou de la victime; b) le pouvoir d'exercer sa compétence pénale à l'égard des personnes responsables des crimes internationaux les plus graves, quel qu'en soit le lieu; c) le pouvoir de l'État de poursuivre l'auteur du crime sous l'empire de son droit interne, quels que soient sa nationalité et l'État sur le territoire duquel il l'a commis; d) la faculté de poursuivre l'auteur d'un crime grave, indépendamment du lieu, de la nationalité de l'agent ou de la victime, ou de tout autre lien entre le crime et l'État poursuivant; e) le principe juridique qui permet ou impose à l'État de poursuivre certains crimes, quels que soient le lieu de commission et la nationalité de l'auteur ou de la victime.

13. Parfois, on s'attache à la nature du crime. La compétence pénale universelle est une compétence tirée de la seule nature du crime, qu'il y ait ou non un lien entre le lieu de commission, l'auteur présumé et l'État poursuivant. On la définit également par déduction, à l'exclusion des autres titres de compétence. Ainsi, la compétence universelle se fonderait-elle sur la règle de droit international selon laquelle tout État peut poursuivre certains crimes internationaux sans devoir établir de lien juridictionnel a) avec le territoire sur lequel le crime a été commis, la nationalité de l'auteur ou des victimes, ou b) quels que soient le lieu de commission, la nationalité de la victime ou de l'auteur, ou l'effet du crime sur l'État poursuivant.

14. D'autres observations encore s'intéressent plus précisément aux aspects judiciaires et exécutifs de la compétence : a) le pouvoir d'un juge national de poursuivre et juger certains crimes commis à l'étranger, par des étrangers et contre des étrangers; ou b) le pouvoir d'un tribunal d'exercer sa compétence même en l'absence de lien entre la cause et l'État du for, tel que le territoire, la nationalité de l'auteur ou de la victime, ou l'atteinte aux intérêts fondamentaux de l'État.

15. Certains gouvernements font observer que leur droit interne admet la compétence extraterritoriale à l'égard de certaines infractions, généralement en application d'accords internationaux prescrivant de réprimer certains actes et d'en juger ou d'extrader les auteurs. Encore que ces accords soient souvent regardés comme créant une « compétence universelle », la compétence extraterritoriale résultant de ces instruments se distingue de la compétence universelle en ce que les conditions de sa mise en œuvre restent limitées. En effet, elle ne peut s'exercer qu'à l'égard de crimes qui ont un lien avec l'État du for.

#### **D. Distinctions opérées en matière de compétence universelle**

16. Certains gouvernements distinguent également entre la compétence universelle absolue et illimitée et la compétence universelle conditionnée ou limitée. La première admet notamment la possibilité d'exercer la compétence universelle aux procédures pénales par défaut (ou *in absentia*), c'est-à-dire l'hypothèse où l'accusé ne se trouve pas sur le territoire de l'État du for. La seconde joue lorsqu'une ou plusieurs conditions mises à l'exercice raisonnable de la compétence extraterritoriale sont remplies, la plus courante voulant que l'auteur présumé se trouve sur le territoire de l'État du for. À cette condition viennent s'ajouter d'autres propres à chaque juridiction nationale, comme l'interdiction d'extrader l'auteur présumé de l'infraction vers l'État du territoire ou l'État de nationalité, ou la subordination de l'extradition à une demande officielle ou au consentement de l'autorité dûment désignée. Certains gouvernements soulignent qu'en règle générale leurs tribunaux ne peuvent exercer la compétence universelle que lorsque l'auteur du crime se trouve sur leur territoire au moment du déclenchement des poursuites.

17. D'autres observations font la distinction entre la compétence législative universelle, que l'État peut exercer en légiférant, et la compétence contentieuse universelle, qui concerne les enquêtes et les poursuites visant l'accusé. On relève que, plus courante et acceptable dans la pratique des États, la première conditionne l'ouverture d'enquêtes et de procès. En revanche, un tribunal peut en principe également s'autoriser directement du droit international, à l'exclusion de son droit interne, pour exercer une compétence contentieuse universelle.

#### **E. Compétence universelle et principe *aut dedere aut judicare***

18. Dans leurs observations, certains gouvernements rappellent qu'il ne faut pas confondre compétence universelle et obligation de juger ou d'extrader (*aut dedere aut judicare*). D'une manière générale, on fait observer que la compétence universelle n'est qu'un titre de compétence et n'emporte pas en tant que telle obligation de présenter une cause aux fins de poursuites éventuelles. Aussi la compétence universelle se distingue-t-elle sensiblement de l'obligation de juger ou d'extrader, dont l'application est subordonnée, selon certains, aux conditions et restrictions résultant de la convention consacrant cette obligation.

19. La compétence universelle est un titre de compétence, alors que l'obligation de juger ou d'extrader est une obligation qui est exécutée dès lors que l'accusé est extradé ou que l'État décide de le poursuivre sur le fondement de l'un quelconque des titres de compétence.

20. De ce qui précède, les gouvernements tirent des conclusions divergentes. D'une part, certains font observer qu'un examen approfondi des instruments applicables n'autorise pas à dire que la compétence universelle est établie par traité dans tous les cas, en particulier s'agissant de crimes comme le terrorisme et le trafic de stupéfiants, à l'égard desquels l'obligation de juger ou d'extrader joue. Les États parties à ces instruments sont tenus, par obligation conventionnelle, d'établir leur compétence pénale sur le fondement du principe de territorialité ou de nationalité et, même lorsqu'ils ménagent quelque latitude en la matière, les instruments en question assoient la compétence sur le principe de la personnalité passive, le principe de protection ou sur le fait que le crime a été commis par un apatride résidant habituellement dans l'État concerné. L'obligation de juger ou d'extrader peut être consacrée par traité pour tout type d'infractions, sans que celles-ci soient nécessairement justiciables de la compétence universelle. Ainsi, même si tel traité fait à tout État partie obligation de juger ou d'extrader le délinquant se trouvant sur son territoire, le fondement juridictionnel de cette obligation dérive de celle faite à l'État d'incriminer les actes visés dans le traité considéré et d'établir sa compétence selon les règles y précisées. Le principe *aut dedere aut judicare* n'établit en soi aucune compétence universelle à l'égard de l'infraction d'origine conventionnelle en question.

21. D'autre part, il ressort d'autres observations que l'obligation de juger ou d'extrader est indissociable de la compétence universelle, en particulier dans sa conception conditionnée ou limitée (compétence quasi universelle). Si la compétence universelle est un principe en droit, elle peut aussi constituer une obligation en vertu de telle ou telle convention internationale. Les États parties à un traité comprenant une obligation *aut dedere aut judicare* doivent inscrire la compétence universelle dans leur législation sans préjudice de la possibilité pour les cours et tribunaux des États monistes de l'exercer en se fondant directement sur le droit international. De plus, tout État partie à un traité consacrant une obligation *aut dedere aut judicare* peut exercer sa compétence, selon qu'il convient, même s'il n'a aucun rapport avec le crime. Selon les cas, si l'État n'est pas en mesure d'extrader un individu, le droit d'exercer la compétence universelle peut devenir une obligation en vertu de la règle *aut dedere aut judicare*, puisqu'en tant qu'État partie, il a l'obligation de le juger. Ainsi, on fait remarquer par exemple qu'un certain nombre d'instruments universels de lutte contre le terrorisme, comme la Convention internationale de 1997 pour la répression des attentats terroristes à l'explosif, font aux États parties obligation de poursuivre les auteurs de crimes s'ils ne les extradent pas. À cet égard, on fait également observer que la plupart des conventions universelles de lutte contre le terrorisme excluent de leur champ d'application les infractions commises exclusivement sur le territoire d'un seul État, lorsque leur auteur et les victimes sont des ressortissants dudit État, l'auteur présumé est trouvé sur le territoire de cet État et aucune autre règle ordinaire ne permet à tout autre État d'établir sa compétence.

22. Certains traités obligent les États parties à établir leur compétence, même universelle, et à poursuivre les auteurs des crimes visés par ces traités, qu'un autre État ait ou non présenté une demande d'extradition. Les États restent cependant libres d'extrader les suspects s'ils ne souhaitent pas les poursuivre. Cette obligation de type *aut dedere aut judicare* se retrouve notamment dans les Conventions de Genève de 1949, la Convention de 1984 contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et la Convention internationale de 2006 pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées.

## **F. Compétence universelle et compétence internationale**

23. Certains gouvernements distinguent entre compétence universelle et compétence pénale internationale. Encore qu'elles aient la même finalité, à savoir faire en sorte que les auteurs de certains crimes ne jouissent pas de l'impunité, ces deux compétences sont complémentaires sans être interchangeables. Ce sont les États qui exercent la compétence universelle tandis que la compétence pénale internationale appartient aux juridictions internationales. On observe que le fait de conférer aux instances judiciaires internationales compétence à l'égard de certains crimes n'autorise pas en droit l'État à revendiquer une compétence universelle à l'égard de ces crimes.

24. Toutefois, d'aucuns s'intéressent au lien qui existerait entre la compétence universelle et le Statut de Rome de la Cour pénale internationale. De l'avis de certains gouvernements, la compétence universelle dans leur droit interne tire sa légitimité des dispositions prises sur le plan interne pour ratifier le Statut de Rome et lui donner application, notamment celles tendant à asseoir sur la compétence universelle la compétence à l'égard de certains crimes internationaux et à organiser les voies d'exécution qui permettent aux tribunaux internes d'exercer leur compétence vis-à-vis de ces crimes.

25. Certains gouvernements font observer que la compétence universelle peut être exercée non seulement par l'État mais également par des juridictions pénales internationales et autres instances pénales.

## **G. Compétence universelle et normes de *jus cogens***

26. Certains gouvernements estiment qu'il convient de s'arrêter sur le rapport entre la compétence universelle et les prohibitions et actes relevant du *jus cogens*. Selon certains, il faut en particulier déterminer si les crimes qui ressortissent au *jus cogens* sont justiciables de la compétence universelle et si l'exercice de cette compétence est facultatif ou obligatoire. Il est souligné que les crimes visés par le Statut de Rome, qui sont également justiciables de la compétence universelle, ressortissent au *jus cogens*.

## **H. Crimes de droit international coutumier justiciables de la compétence universelle**

27. Certains gouvernements évoquent également des exemples de crimes justiciables de la compétence universelle. En droit coutumier, il est généralement admis que la compétence universelle joue à l'égard de la piraterie. Pour prévenir leur impunité et les priver de tout sanctuaire, on considère les pirates comme *hosti humanis generis*. La compétence universelle à l'égard de la piraterie est consacrée par la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer de 1982.

28. Certains gouvernements font observer que le droit coutumier étend également la compétence universelle à d'autres infractions comme l'esclavage, le génocide, les crimes de guerre, les crimes contre l'humanité, les crimes contre la paix ou la torture. D'autres encore relèvent également la prohibition de l'apartheid. Certains avancent le point de vue nuancé que, si la compétence universelle joue en présence



de crimes internationaux graves – comme le génocide, les crimes de guerre et les crimes contre l’humanité –, son exercice dans d’autres cas est fondé sur des traités ou des lois, seuls les États soumis à ces traités et lois étant tenus de l’exercer. On reconnaît néanmoins que certains États se sont donné des lois pour revendiquer une compétence extraterritoriale à l’égard de ces crimes, faisant dériver la légalité de ces textes du principe de compétence universelle.

### **III. Portée et application de la compétence universelle selon le droit interne, les traités internationaux et la jurisprudence sur la matière**

29. Dans leurs observations sur les règles juridiques applicables, certains gouvernements fournissent des indications générales sur le fondement constitutionnel ou autre de l’application du droit international dans leur ordre juridique interne, ainsi que des renseignements plus précis sur les règles gouvernant l’établissement de la compétence de manière générale, et d’une éventuelle compétence universelle en particulier.

#### **A. Cadre constitutionnel ou autre cadre juridique interne**

30. Les quelques observations formulées par les gouvernements sur ce sujet rendent compte d’une pratique variée dérivant néanmoins, peu ou prou, de la dichotomie classique entre applicabilité directe et indirecte du droit international dans l’ordre juridique interne. Certains États procèdent différemment selon la source de l’obligation, et considèrent généralement le droit international coutumier comme faisant partie de leur droit interne (sauf le cas d’incompatibilité avec la constitution ou les lois adoptées par le parlement), de sorte que, du moins en théorie, une compétence universelle pourrait s’exercer au plan interne à l’égard de crimes internationaux au regard du droit international coutumier (Afrique du Sud). S’agissant des obligations d’origine conventionnelle, certains gouvernements font observer que, pour produire effet en droit interne, l’obligation internationale doit être reçue en droit interne à la faveur d’une loi (Afrique du Sud, Australie et Bélarus), et notamment d’une loi énonçant les conditions de forme de la mise en œuvre du principe (Bélarus), ou par application de la *common law* (Australie).

31. Cela étant, certains États signalent que, *ratione materiae*, les crimes internationaux graves, y compris le génocide, les crimes de guerre, les crimes contre l’humanité, la piraterie, l’esclavage et la torture, tombent en droit interne sous le coup d’un arsenal pénal exhaustif. De plus, les autorités compétentes tirent de la loi compétence pour enquêter sur ces crimes et en poursuivre les auteurs, y compris par le jeu de la compétence universelle (Australie). De fait, certains précisent que c’est de la loi incorporant ces crimes dans le droit interne que découlerait cette compétence, et non pas forcément du principe de la compétence universelle proprement dit (Afrique du Sud).

32. Dans les États de tradition moniste, aucune disposition constitutionnelle ne prescrit de prendre un texte pour donner effet aux traités souscrits par l’État, même si dans la pratique un texte interne spécial a pu être adopté (République de Corée). Certaines constitutions disposent expressément que les traités souscrits par l’État

prennent place dans l'ordre juridique interne (Pérou), ou que les traités régulièrement conclus et promulgués et les règles de droit international généralement reconnues produisent les mêmes effets que les lois internes (République de Corée), ou encore que tout accord approuvé ou ratifié par le Président prime les lois internes (Tunisie). Par conséquent, l'absence de disposition expresse leur attribuant compétence universelle n'empêcherait pas les tribunaux d'invoquer cette compétence puisque, selon l'ordonnancement juridique interne, les traités et textes de droit international coutumier consacrant la compétence universelle jouissent dans l'ordre juridique interne du même statut que la constitution ou tout autre texte interne (Pérou, République de Corée et Tunisie). Dans d'autres États, les instruments internationaux en question prennent place dans le droit interne une fois qu'ils entrent en vigueur sur le plan national, conformément à leurs dispositions et à la constitution (El Salvador), c'est-à-dire une fois que le parlement a adopté un décret de ratification pour donner effet et application à leurs dispositions sur le plan interne (El Salvador). Par suite, le pouvoir d'exercer une compétence universelle, même en dehors de tout fondement juridique tiré du droit interne, est considéré comme dérivant du cadre normatif international d'où résultent les obligations souscrites, lequel autorise certains États à observer ce principe, notamment en ce qui concerne les crimes de guerre, conformément aux obligations découlant des Conventions de Genève de 1949 (El Salvador).

33. Certains États font observer que les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme ont valeur constitutionnelle dans leur ordre juridique interne et priment la constitution si les droits qu'ils consacrent sont plus favorables que ceux découlant de celle-ci (Costa Rica et État plurinational de Bolivie), ou encore que, selon leur constitution, les textes relatifs aux droits et aux libertés constitutionnellement reconnus doivent s'interpréter à la lumière des normes internationales et traités internationaux relatifs aux droits de l'homme ratifiés par l'État (Pérou). Certains avancent ainsi que dès que l'État devient partie à certains instruments des droits de l'homme, le principe de la compétence universelle peut se déduire de ces instruments, par exemple en cas de torture systématique et généralisée, de disparitions forcées, de génocide ou d'apartheid (État plurinational de Bolivie).

## **B. Ordre juridique pénal**

34. Les indications les plus complètes intéressent l'ordre juridique pénal des États. L'un d'eux fait observer que ses tribunaux jouissent d'une compétence universelle à l'égard de tout crime relevant de la catégorie des infractions internationales ou transfrontières comme le génocide, les crimes de guerre, les crimes contre l'humanité, la torture, le blanchiment d'argent, la piraterie ou le trafic de drogues (Rwanda). Un autre État signale que le principe de la compétence universelle n'est pas consacré par la loi, ni davantage par les règles de droit ou la jurisprudence internes (Liban). Néanmoins, dans la plupart des cas, les gouvernements citent les codes pénaux ou criminels, codes de procédure pénale ou textes de lois donnant effet à des obligations internationales qui autorisent l'exercice de la compétence universelle, sauf à remarquer que, dans certains cas, les textes cités sont des lois qui généralement prétendent saisir extraterritorialement certaines infractions.

## 1. Codes pénaux ou criminels, codes de procédure pénale et droit pénal

35. Dans certains États, les questions liées à l'exercice de la compétence universelle, généralement aux côtés d'autres titres de compétence, sont envisagées expressément ou implicitement dans le code pénal (Autriche, Bulgarie, Cameroun, Costa Rica, El Salvador, Estonie, État plurinational de Bolivie, Éthiopie, Iraq, Israël, Malaisie, Norvège, Pérou, Slovénie, Suède et Suisse), y compris le code pénal militaire (Suisse), la Loi pénale (Israël), le code criminel (Allemagne, Arménie, Australie, Azerbaïdjan, Bélarus, Belgique, Chypre, Danemark, Finlande, Italie, Malte, Pays-Bas, Portugal, République de Corée, République tchèque et Slovénie), le code de procédure pénale (Allemagne, Arménie, Bélarus, Belgique, Cameroun, France, Iraq, Norvège, Suède et Tunisie), la loi pénale (Chine) ou des lois portant organisation du pouvoir judiciaire, loi organique relative aux cours et tribunaux (Maurice) ou loi portant tribunaux de justice (*Courts of Judicature Act*) (Malaisie) etc.

### *Champ d'application matériel des dispositions fondant la compétence*

36. Comme à propos du cadre constitutionnel, les observations font apparaître une pratique variée, les dispositions fondant la compétence *ratione materiae* pouvant se ranger grosso modo sous deux catégories qui se recoupent parfois : sont généralement regardées comme justiciables de la compétence universelle a) les crimes de droit international ou b) les crimes internationaux visés par une loi interne ou par un traité auquel l'État est partie.

### *Crimes de droit international*

37. D'après certains codes, la compétence pénale s'exerce à l'égard des infractions au droit international (Belgique et Éthiopie) ou de certaines infractions bien spécifiées (Azerbaïdjan, Bélarus, Belgique, Cameroun, Estonie, Malte, Norvège et Pays-Bas) comme la piraterie, le génocide, les crimes contre l'humanité, les violations graves des Conventions de Genève de 1949 ou autres violations du droit international humanitaire commises dans le cadre de conflits armés internationaux ou non internationaux. Dans d'autres cas, les codes définissent le « crime de droit international » ou le « crime international » en visant les crimes en question expressément ou par référence, par exemple, à la commission de tout acte contraire au droit international humanitaire consacré par les traités auxquels l'État est partie (Costa Rica) ou, plus généralement, à la violation grave d'un traité ou d'un principe de droit international humanitaire généralement reconnu en matière de conflits armés. Ainsi, on pourrait invoquer les traités ainsi que le droit international coutumier relatif au droit international humanitaire pour apprécier si tel « crime de droit international » a été commis (Suède).

38. Dans certains États, la compétence universelle en présence de génocide se déduit d'une disposition générale qui établit cette compétence à l'égard des infractions passibles d'au moins quatre ans d'emprisonnement (Suède).

39. D'autres États évoquent la réforme en cours de leur code tendant à y consacrer un chapitre spécial aux crimes de droit international, dont le génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre (État plurinational de Bolivie), ou à en aligner pleinement les dispositions sur le Statut de Rome (Costa Rica, Suède et Suisse), et y compris les définitions des crimes résultant dudit statut (Costa Rica).

*Infractions internationales visées dans un texte de loi interne et infractions internationales visées dans un traité auquel l'État est partie*

40. Dans certains États, les codes organisent une compétence universelle à l'égard d'infractions expressément visées (Iraq). Ainsi, ils établissent compétence à l'égard de certaines infractions, peu importe la nationalité de l'auteur et de la victime et quel que soit le lieu de commission (Arménie, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bélarus, Cameroun et Iraq), ou prévoient par voie de disposition générale qu'une compétence universelle pourra être organisée par une loi spéciale (Italie).

41. Dans d'autres États encore, les codes étendent expressément la compétence à toute infraction dont l'État a le droit ou pour obligation de poursuivre les auteurs par application d'un traité ou de toute autre règle de droit international (Allemagne, Autriche, Azerbaïdjan, Bélarus, Belgique, Bulgarie, Cameroun, Chine, Chypre, Costa Rica, Danemark, Estonie, Éthiopie, Finlande, Israël, Italie, Malte, Norvège, Pérou et République tchèque, etc.) ou à toute infraction contre des biens jouissant d'une protection internationale en vertu d'accords spéciaux ou du droit international, ou encore à toute infraction portant gravement atteinte à des droits de l'homme universellement reconnus (El Salvador). À noter que les codes exigent parfois que tout accord international soit incorporé dans l'ordre juridique interne et que les dispositions du traité donnent aux tribunaux internes compétence pour poursuivre et condamner l'auteur présumé de toute infraction visée dans le traité. Dans ce dernier cas de figure, la compétence des tribunaux est subordonnée dans la pratique à l'exigence de recevoir dans l'ordre juridique interne les accords internationaux donnant compétence au juge national (France). Ainsi, dès lors qu'un traité est visé dans le code, quiconque commet l'une quelconque des infractions incriminées pourra être poursuivie devant les tribunaux de l'État du for (France). Dans d'autres États encore, des textes d'application supplémentaires sont pris par décret (énumérant les infractions justiciables de la compétence universelle, ainsi que les traités dont elle tire fondement) (Finlande).

42. Les dispositions de ce type permettent aussi aux États concernés de donner effet à leurs obligations conventionnelles dérivant par exemple du Statut de Rome, des résolutions ou décisions du Conseil de sécurité ou des décisions ou directives d'autres institutions internationales dont ils sont membres (Danemark).

43. De plus, l'État a pu prendre des lois spéciales pour donner effet aux résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU relatives à la lutte antiterroriste (Afrique du Sud) ou portant création de tribunaux pénaux internationaux pour juger certains crimes graves commis dans tel ou tel territoire auquel cas la compétence universelle est circonscrite *ratione materiae*, *ratione temporis* et *ratione loci* (France).

44. Dans d'autres exemples voisins, sans consacrer la compétence universelle proprement dite, la compétence territoriale étant généralement de principe, les codes organisent la compétence universelle à l'égard des infractions que tel traité fait à l'État obligation de réprimer, même si elles ne sont pas commises sur son territoire, ou consacrent la compétence territoriale sous réserve des exceptions prévues par le droit international. On considère qu'une telle disposition ménage la possibilité d'exercer une compétence universelle en vertu de tout traité ou autre accord international ratifié par l'État (Arménie et État plurinational de Bolivie) ou à l'égard de crimes d'une gravité particulière attentatoires aux intérêts de l'État ou aux droits et aux libertés de ses ressortissants (Arménie).

*Éventail des infractions réprimées par les codes internes*

45. Les codes internes répriment un large éventail d'infractions, y compris par voie de disposition générales consacrées aux « crimes de droit international », ou à des « crimes internationaux » réprimés par le droit interne ou par un traité auquel l'État est partie (Éthiopie) ou encore à tout crime dont l'État a le droit ou pour obligation de poursuivre l'auteur en vertu d'accords conclus avec d'autres États ou de toute autre source de droit international (Norvège). Dans certains cas, plus précise, la liste des incriminations vise des infractions comme le piratage, l'esclavage et les infractions connexes, les infractions financières, le génocide, les crimes contre l'humanité, les crimes contre la paix, les crimes de guerre, la torture, l'apartheid et la discrimination, les infractions liées au terrorisme, les atteintes à la sécurité du personnel des Nations Unies et du personnel associé, les infractions contre les symboles de l'État et ses représentants, les atteintes aux bonnes mœurs et l'exploitation et les infractions liées aux technologies de l'information et des communications.

46. On trouvera au **tableau 1** une liste d'infractions visées dans les divers codes, établie sur la base des indications fournies par les gouvernements.

## 2. Législation spéciale

47. Dans certains États, les actes prohibés ou l'application de la compétence universelle font l'objet de législation spéciale. Certains gouvernements précisent dans leurs observations que la compétence territoriale est de principe, sauf les cas où la loi prévoit expressément une compétence extraterritoriale, d'où la nécessité d'un texte spécial (Maurice).

48. Certains gouvernements font observer de manière générale qu'un certain nombre de lois donnent compétence aux tribunaux alors que le seul lien avec le crime en question est la présence supposée de son auteur sur le territoire national (États-Unis).

*Éventail d'infractions réprimées par des textes spéciaux*

49. Certains États indiquent avoir pris une loi spéciale pour réprimer des infractions comme la piraterie, le génocide, les crimes contre l'humanité, la torture, les crimes de guerre, y compris les crimes de guerre contre des personnes, les crimes de guerre contre les biens et autres droits, les crimes de guerre contre les opérations et symboles humanitaires, les crimes de guerre liés à l'emploi de moyens de combat illégaux, les infractions liées au terrorisme, les infractions liées au mercenariat et les crimes liés aux stupéfiants et aux substances psychotropes. Des textes sont également pris pour donner effet au Statut de Rome.

50. On trouvera au **tableau 2** une liste de textes spéciaux, établie sur la base d'indications fournies par les gouvernements.

## 3. Traités internationaux traitant de la matière

51. Dans leurs observations, les gouvernements mentionnent un certain nombre d'instruments internationaux qui intéressent la matière, dont certains consacrent le principe *aut dedere aut judicare* liant les parties. Dans certains cas, il est précisé que ces instruments internationaux définissent des crimes tombant sous le coup du Code pénal (Bulgarie). Dans d'autres, on se garde de proposer une liste, motif pris du

nombre considérable de traités organisant la compétence universelle (Danemark). Certains États signalent n'être liés par aucun traité consacrant le principe de la compétence universelle (Liban).

52. De portée universelle, régionale ou bilatérale, les instruments mentionnés traitent notamment de la piraterie, du génocide, du droit international humanitaire, du droit pénal international, de la torture, de l'apartheid, des actes de terrorisme, des stupéfiants et substances psychotropes, de la corruption, du blanchiment d'argent et de la criminalité organisée internationale, de la sécurité du personnel des Nations Unies et du personnel associé, des disparitions forcées, de l'imprescriptibilité de certaines infractions, des infractions routières ainsi que de l'extradition et de l'entraide en matière pénale.

53. On trouvera au **tableau 3** une liste ceux cités par les gouvernements, y compris ceux consacrant le principe *aut dedere aut judicare*.

#### 4. Droit coutumier

54. Certains gouvernements considèrent que le droit international coutumier autorise l'exercice d'une compétence universelle à l'égard des crimes de droit international les plus graves, y compris le génocide, les crimes contre l'humanité, les crimes de guerre, la torture et la piraterie (Belgique, Malte et Slovénie), ainsi que l'esclavage ou la traite d'êtres humains (Belgique). D'autres font remarquer qu'il est un sous-ensemble de crimes tels que la piraterie, le génocide et la torture s'agissant desquels la faculté d'exercer une compétence universelle découle, au moins en partie, du fait que l'infraction est qualifiée crime universel par le droit international coutumier (États-Unis). D'autres encore ne conçoivent la compétence universelle, en droit coutumier, que s'agissant de la piraterie (Chine et Malaisie).

#### 5. Jurisprudence et autres pratiques

55. Certains États ne connaissent aucun cas d'exercice de la compétence universelle (Arménie, Chili, El Salvador, Estonie, État plurinational de Bolivie, Kenya, Malte, Pérou, République tchèque et Slovénie), ni aucun cas de poursuites engagées en vertu d'une loi portant compétence universelle (Nouvelle-Zélande), et précisant que les tribunaux internes exercent rarement leur compétence universelle (République de Corée) ou que nul n'a été condamné depuis l'entrée en vigueur de la loi portant crimes justiciables de la compétence universelle (Azerbaïdjan et Pays-Bas). Il ressort d'autres observations qu'aucune extradition n'a jamais été demandée sur le fondement de la compétence universelle (Pérou).

56. Dans un arrêt de 2008, la Cour constitutionnelle du **Pérou**, évoquant généralement l'exercice de la compétence universelle, a fait observer qu'« il s'agi[ssait] là d'une compétence qui, fai[sant] abstraction de la nationalité de l'auteur des faits et des victimes ainsi que du lieu de commission du crime, habilitait les tribunaux de l'État à poursuivre des actes considérés comme contraires aux intérêts de l'humanité tout entière ».

57. La **Belgique** déclare qu'à ce jour, quatre procès relatifs à des faits commis pendant le génocide de 1994 au Rwanda ont été organisés devant la Cour d'assises de Bruxelles, en 2001, 2005, 2007 et 2009. Ces dossiers ont été ouverts en tout ou en partie sur la base de la compétence universelle des juridictions belges et leur instruction a pu être menée à bien à une très bonne coopération entre les autorités

judiciaires belges et rwandaises. En outre, plusieurs dizaines de dossiers concernant des faits de violations graves du droit international humanitaire encore au stade de l'information ou de l'instruction pourraient, dans les années qui viennent, déboucher sur de nouveaux procès. Toutefois, seulement certains d'entre eux tirent fondement de la compétence universelle des juridictions belges, la personne suspectée étant présente sur le territoire belge.

58. En février 2003, à l'occasion du procès dans une affaire de piraterie jugée devant le tribunal populaire intermédiaire municipal de Shantou, en **Chine**, le tribunal a établi que 10 Indonésiens qui avaient détourné un pétrolier au large des côtes malaisiennes avaient été arrêtés par la police chinoise alors qu'ils se débarrassaient de la marchandise volée dans les eaux territoriales chinoises. Par application de l'article 9 de la loi pénale chinoise, le tribunal, s'étant déclaré compétent pour connaître du crime susmentionné sur le fondement de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et de la Convention pour la répression d'actes illicites contre la sécurité de la navigation maritime, toutes deux ratifiées par la Chine, a condamné les accusés en faisant application du droit pénal chinois.

59. Dans une affaire jugée en 1995 devant la Cour suprême du **Danemark**, l'accusé qui se trouvait au Danemark quand les poursuites ont été engagées contre lui devait répondre de violences graves commises en Croatie sur la personne d'autres détenus d'un camp de prisonniers de guerre où il exerçait quelque autorité. Les faits ont été jugés punissables en vertu des troisième et quatrième Conventions de Genève. Compétent selon les dispositions pertinentes du Code pénal, le tribunal danois qui était tenu d'exercer sa compétence pénale par les conventions applicables a condamné l'accusé à huit années d'emprisonnement et prononcé son expulsion.

60. En **France**, certaines affaires sont en cours, dont trois procédures visant des faits de torture commis en Algérie, au Cambodge et en République du Congo. Concernant le Cambodge, la Chambre de l'instruction de la Cour d'appel de Paris a rendu, en janvier 2010, un arrêt favorable à la poursuite de l'instruction, dans une affaire concernant des faits de séquestration suivis d'actes de torture et de disparition commis au Cambodge entre 1975 et 1979.

61. Quinze procédures sont également en cours en France, dans le cadre des lois portant adaptation de la législation française aux statuts des Tribunaux pénaux internationaux pour le Rwanda et l'ex-Yougoslavie, relativement à des faits commis au Rwanda. Quatorze de ces procédures ont été ouvertes devant le Tribunal de Grande Instance de Paris et une devant le Tribunal aux armées de Paris, des militaires français étant mis en cause.

62. Le **Rwanda** rappelle qu'en 2006, un juge français a délivré des mandats d'arrêt contre neuf responsables rwandais, dont le Président Paul Kagame, les mettant en cause dans la mort de l'ancien Président rwandais, dont l'avion s'est écrasé en 1994. De l'avis du Rwanda, cette accusation, pour le moins étrange du point de vue du droit, constitue un abus de la compétence universelle, puisque le juge n'a, par exemple, envisagé aucune autre hypothèse, ne s'est pas rendu au Rwanda, n'a mené aucune enquête propre, a créé de toutes pièces des éléments de preuve qui seront par la suite récusés par ses propres témoins et s'est fondé sur des témoignages de fuyitifs du génocide commis au Rwanda. Or, un grand nombre de personnes soupçonnées de génocide et sous le coup de mandats d'arrêt internationaux se trouvent en France; au lieu d'invoquer la compétence universelle

pour les poursuivre, le juge a pris le parti de mettre en accusation les hauts responsables rwandais.

63. Le Code pénal des **Pays-Bas** confère aux tribunaux néerlandais compétence universelle à l'égard de la piraterie. Des poursuites de ce chef sont en cours contre des auteurs présumés d'actes de piraterie arrêtés au large des côtes de la Somalie.

64. Selon la **République de Corée**, le principe de la compétence universelle a trouvé application dans une affaire de piraterie aérienne remontant à 1984 à l'occasion de laquelle des ressortissants chinois, ayant détourné un avion des lignes intérieures chinoises, ont blessé par balles plusieurs membres de l'équipage, et contraint l'avion à atterrir dans un aéroport régional de la République de Corée. La Cour suprême a jugé que, même si l'affaire ressortissait principalement à la compétence de l'État d'immatriculation de l'aéronef, les articles 1, 3, 4 et 7 de la Convention pour la répression de la capture illicite d'aéronefs, conféraient compétence concurrente à l'État du for, l'avion détourné ayant atterri sur son territoire. Par suite, elle a déclaré les auteurs étrangers du détournement justiciables de la loi pénale spéciale coréenne dite loi portant sécurité de la navigation aérienne. Sans invoquer expressément la compétence universelle dans sa décision, la Cour suprême s'est déclarée compétente en l'espèce sur le fondement de ce principe.

65. En **Suisse**, dans l'affaire *F. N.* (jugement du Tribunal militaire d'appel de 2000 et arrêt du Tribunal militaire de cassation de 2001), l'accusé F. N. (ressortissant rwandais) a été condamné par la justice militaire suisse pour des crimes de guerre commis au Rwanda sur des étrangers.

## C. Conditions, restrictions ou limitations mises à l'exercice de la compétence universelle

### 1. Considérations générales

66. Dans leurs observations, certains gouvernements évoquent également les conditions, restrictions ou limitations mises à l'exercice de la compétence en général et de la compétence universelle en particulier. Ils observent que le meilleur moyen de conserver sa légitimité et sa crédibilité au principe de la compétence universelle est d'en faire une application judicieuse et responsable. Relevant en particulier qu'en matière de compétence universelle, la loi et la jurisprudence respectent généralement les autres principes de droit international, ils voient par ailleurs dans la compétence universelle un moyen de dernier recours, à n'employer en principe que lorsque les États ayant un lien juridictionnel plus fort ne retiennent pas leur compétence.

67. On précise également que les garanties constitutionnelles et les normes internationales en matière de droits de l'homme sont respectées et les droits de la défense garantis (Costa Rica, Slovaquie), notamment la règle *non bis in idem* (Belarus, Slovaquie). On fait en outre valoir que les faits justificatifs et causes d'irresponsabilité pénale ordinaire jouent, quel que soit le chef de compétence retenu (Australie).

68. Il ressort de certaines observations que l'application de la loi pénale est subordonnée aux limitations résultant du droit international (Norvège). On relève que si tel accord, telle loi ou tel règlement contraignant restreint pour telle ou telle raison le champ d'application de la loi pénale de l'État, les dispositions de ce texte



trouvent à s'appliquer et limitent le champ d'application de la loi interne sur la base des règles généralement reconnues du droit international (Finlande, Norvège). Dans d'autres cas, les textes d'application posent les limites nécessaires (Italie).

*Compétence universelle absolue et conditionnelle*

69. Dans certains cas, s'appuyant sur la distinction entre compétence universelle absolue et compétence universelle conditionnelle, les gouvernements font observer que certains crimes relèvent de la première tandis que d'autres ressortissent à la seconde, sans qu'aucune logique évidente ne se dégage. Ainsi, on fait remarquer que les infractions en matière fiscale et le crime de terrorisme relèvent de la compétence universelle absolue, tandis que le crime de génocide, les crimes contre l'humanité, les crimes de guerre, l'incitation à la guerre et le recrutement de mercenaires sont justiciables de la compétence universelle conditionnelle (Portugal). Dans d'autres cas, c'est l'inverse. À l'égard d'infractions comme le génocide, les crimes contre l'humanité, les crimes de guerre et la torture, la compétence s'exerce sans restriction; autrement dit, c'est la compétence universelle absolue qui s'applique (Australie). S'agissant d'autres crimes, tels que la servitude sexuelle, le détournement aux fins de services sexuels, la traite des êtres humains et la servitude pour dette, l'exercice de la compétence est subordonné à la condition que l'accusé soit un ressortissant, un résident ou une personne morale de l'État concerné (Australie).

*Large pouvoir discrétionnaire du ministère public*

70. Il ressort de certaines observations que, même dans les hypothèses où l'État a le pouvoir d'exercer une compétence universelle, qu'il tire ce pouvoir du droit coutumier ou conventionnel, le ministère public dispose d'un large pouvoir d'appréciation pour décider de l'invoquer dans tel ou tel cas. C'est ce qui ressort de plus en plus de la pratique des États, des garanties étant instituées pour veiller à ce que la compétence universelle s'exerce de façon prudente et responsable et pour en éviter l'instrumentalisation politique. D'autres considérations, généralement fondées sur l'impératif de prudence, sont également avancées pour expliquer pourquoi tel ou tel État s'abstiendrait d'exercer cette compétence. C'est ainsi que la priorité des poursuites est donnée à l'État sur le territoire duquel l'infraction a été commise, sachant que celle-ci porte spécialement atteinte à l'ordre social de cet État, que la plupart des éléments de preuve se trouvent en général sur son territoire et que la poursuite de l'auteur dans cet État est susceptible d'y renforcer l'état de droit.

71. De plus, dans certains pays, l'État a le monopole des poursuites. C'est ainsi que la mise en mouvement de l'action publique est confiée au ministère public et non aux parties civiles, qui n'ont pas la faculté de saisir la juridiction répressive, ou subordonnée au consentement de l'autorité dûment désignée. Dans certains cas, l'action publique ne peut être mise en mouvement que lorsque l'intérêt général le commande (Danemark, Norvège) ou que les intérêts de l'État sont lésés (Autriche). Selon certaines lois nationales, le ministère public apprécie l'opportunité des poursuites. Pour se déterminer, celui-ci doit rechercher si la poursuite occasionnerait des difficultés, des coûts ou des impératifs de temps disproportionnés ou si des circonstances atténuantes sont susceptibles de la rendre abusive (Danemark). Parfois, la loi prévoit plusieurs motifs qui peuvent justifier une décision de non-lieu ou une décision d'irrecevabilité prise soit, sur réquisitions du procureur, par la chambre des mises en accusation (la plainte est manifestement infondée, les faits

relevés dans la plainte ne correspondent pas à une qualification visée par le code pénal, une action publique recevable ne peut résulter de la plainte), soit directement par le procureur fédéral (des circonstances concrètes de l'affaire, il ressort que, dans l'intérêt d'une bonne administration de la justice et dans le respect des obligations internationales de l'État concerné, l'affaire devrait être portée soit devant les juridictions internationales, soit devant la juridiction du lieu où les faits ont été commis, soit devant la juridiction de l'État dont l'auteur est ressortissant ou celle du lieu où il peut être trouvé, et pour autant que cette juridiction présente les qualités d'indépendance, d'impartialité et d'équité, tel que cela peut notamment ressortir des engagements internationaux pertinents liant les États concernés) (Belgique).

72. En outre, il est précisé que le parquet a le pouvoir de surseoir à suivre à tout stade de la procédure lorsque les poursuites risqueraient de porter gravement atteinte à l'État ou d'aller à l'encontre d'intérêts fondamentaux (Allemagne).

73. En cas de concours de compétences, l'intérêt légitime de l'État du for à exercer sa compétence est généralement mis en balance avec celui des autres États à se déclarer compétents, l'ensemble des faits propres à la cause ainsi que l'état du droit international au moment où surgit le conflit de compétences étant pris en compte (Danemark).

## 2. Conditions, restrictions et limitations spéciales

### *Gravité de l'infraction*

74. Dans certains pays, la compétence universelle est réservée aux crimes graves (Suisse) ou ne saisit que certaines infractions bien définies à l'exclusion de toutes autres (Iraq).

### *Lien de rattachement juridictionnel*

75. Dans certains ordres juridiques, la compétence universelle ne s'exerce qu'à condition qu'aucune autre juridiction n'ait un lien juridictionnel plus fort ou bien qu'il existe un lien de rattachement avec l'État du for, tel que la nationalité, la résidence ou la présence sur le territoire de l'auteur ou de la victime (Afrique du Sud, Tunisie). Dans d'autres, la loi exige qu'il y ait un « lien étroit » (domicile, résidence habituelle, qualité de demandeur d'asile ou de réfugié) pour certains crimes, comme les crimes de guerre (Suisse), même s'il est indiqué que cette exigence semble devoir être abandonnée du fait des obligations découlant du Statut de Rome (Suisse).

76. Dans certains pays, la mise en mouvement de l'action publique est subordonnée à la présence de l'auteur présumé des faits sur le territoire national au moment du déclenchement des poursuites (autrement dit, l'auteur doit avoir été arrêté ou trouvé sur le territoire) (Afrique du Sud, Autriche, Cameroun, Danemark, États-Unis, France, Malaisie, Norvège, Pays-Bas, République tchèque, Slovaquie, Suisse). Le parquet peut également décider de ne pas engager de poursuites si l'auteur n'est pas trouvé sur le territoire ou n'y est pas attendu (Allemagne). Cette condition de présence vaut pour certains crimes (Cameroun, République de Corée), notamment la piraterie, la traite des êtres humains, la traite des esclaves ou le trafic de stupéfiants (Cameroun), ou encore le financement du terrorisme, le blanchiment d'argent et les crimes contre la sécurité de la navigation maritime et aérienne (Tunisie).

77. Dans certains pays, la procédure par défaut est interdite (Costa Rica) ou évitée (Israël), parce que contraire aux garanties de procédure prévues par la constitution (Costa Rica). Dans d'autres, la présence de l'accusé pendant le procès est généralement requise (Australie, Malaisie).

*Consentement ou autorisation de l'autorité compétente*

78. Plusieurs gouvernements font observer qu'en règle générale l'infraction commise à l'étranger ne peut être poursuivie qu'à la requête d'un procureur général (Finlande) ou sur décision du parquet (Allemagne, Cameroun, République tchèque) ou du Bureau national des poursuites (Norvège), ou avec le consentement ou l'autorisation (par écrit) de l'Attorney general (Australie, Israël, Nouvelle-Zélande) ou du Ministre de la justice (Iraq, Malte). Pour apprécier l'opportunité des poursuites, le ministère public peut prendre en considération un certain nombre d'éléments, notamment le droit international, la pratique internationale et la courtoisie internationale, l'hypothèse que des poursuites soient exercées ou puissent l'être dans un pays étranger (Australie) ainsi que d'autres considérations d'intérêt général (Australie, Israël).

*Règle non bis in idem*

79. Il ressort de certaines observations que la compétence universelle ne joue que dans les cas où l'accusé n'a pas déjà été jugé à raison des mêmes faits, par un tribunal interne ou international, ou qu'il est tenu compte à tout le moins des peines déjà prononcées à l'étranger du chef d'infraction par le jeu de la compétence universelle (El Salvador). Par ailleurs, on fait remarquer que l'auteur de l'infraction ne peut être poursuivi dès lors qu'il a déjà été définitivement acquitté ou condamné par une juridiction étrangère, qu'il a purgé sa peine en totalité ou que la condamnation prononcée a été régulièrement annulée (Éthiopie, Iraq). D'après d'autres observations, toute personne reconnue coupable d'un crime relevant de la compétence universelle a droit à ce que soit déduite de sa peine la période passée en état d'arrestation, en détention ou en prison à l'étranger (Iraq). Selon d'autres encore, l'auteur de l'infraction ne peut être condamné à une peine plus sévère que celle prescrite par la loi de l'État sur le territoire duquel les faits ont été commis (République tchèque, Slovaquie).

80. Dans certains ordres juridiques, la règle *non bis in idem* ne joue pas en présence de crime international, lorsque le jugement rendu à l'étranger ne l'a pas été à la requête de l'État du for (Finlande), ou, si, sous réserve de l'autorisation de l'autorité désignée, les faits ne sont punissables dans aucun des deux États au jour de leur commission, ou encore lorsque les faits constituent une infraction au regard des règles et principes coutumiers reconnus par la communauté internationale (Slovaquie).

*Principe de double incrimination*

81. Certaines juridictions exigent la double incrimination (Autriche, Cameroun, Danemark, Slovaquie, Tunisie) : pour être punissables dans l'État du for, les faits doivent également l'être sous l'empire de la loi du pays sur le territoire duquel ils ont été commis (République tchèque). D'autres, en revanche, ignorent cette règle (Iraq) ou l'excluent pour certaines infractions, telles que la torture (Cameroun), le génocide, le terrorisme, la piraterie, les crimes contre l'humanité, les crimes de

guerre, l'écocide, la production ou la prolifération d'armes de destruction massive et l'emploi de méthodes de guerre interdites (Arménie, Slovénie), le financement du terrorisme et le blanchiment d'argent (Tunisie).

*Extradition ou remise et demande d'entraide judiciaire*

82. Dans un certain nombre de cas, il est établi un lien avec le régime général de l'extradition et de l'entraide judiciaire en matière pénale. Certains gouvernements font ainsi observer que l'extradition est interdite s'agissant de nationaux (Arménie, Azerbaïdjan, Tunisie) ou lorsqu'il y a des motifs sérieux de croire que, s'il est extradé, l'intéressé sera soumis à la torture (Arménie) ou condamné à mort (Azerbaïdjan), sauf si l'assurance est donnée que la peine de mort ne sera pas appliquée (Arménie). L'application de certaines peines, comme la peine de mort (Azerbaïdjan, Costa Rica, Malte) ou la réclusion criminelle à perpétuité, peut faire obstacle à l'extradition ou à la remise (Costa Rica).

83. Dans certains cas, l'auteur des faits peut être poursuivi sur le fondement de la compétence universelle s'il n'est pas extradé ou remis (Autriche, Azerbaïdjan, Cameroun, Danemark, Portugal, République tchèque, Slovénie, Suisse), y compris à la Cour pénale internationale (Costa Rica, Malte). On signale également que l'extradition aux fins de poursuites ou de l'exécution d'une peine doit être fondée sur un traité international (Biélorus, Portugal, Tunisie), sur un mandat (Portugal) ou sur la réciprocité (Biélorus, Tunisie). En outre, pour que la demande d'extradition soit recevable, il faut que les faits soient passibles d'une peine d'emprisonnement d'une certaine durée minimale ou, s'ils sont punis de la peine de mort, cette peine doit être applicable à la fois dans l'État requis et dans l'État requérant (Malaisie). Parfois, sont considérées comme infractions de droit commun, aux fins de l'extradition, les infractions justiciables de la compétence universelle résultant de conventions internationales ratifiées (Cameroun).

84. Selon certains gouvernements, pour qu'une demande d'entraide judiciaire soit recevable, il faut que les faits visés soient graves, que l'État requérant soit compétent et que la condition de double incrimination soit remplie (Malaisie).

*Exercice de la compétence subordonnée à plusieurs conditions cumulatives*

85. D'après certaines observations, la mise en œuvre de la compétence est subordonnée à plusieurs conditions cumulatives, à savoir : a) la présence de l'auteur présumé des faits sur le territoire national; b) la réciprocité d'incrimination; c) l'existence d'une demande émanant de l'autorité compétente; d) l'absence de demande d'extradition ou le refus de l'extradition; e) un seuil minimal de peine (Autriche, Cameroun, Danemark, Italie, Portugal, République tchèque, Slovénie, Suisse).

86. Dans certains cas, les conditions s'apprécient généralement en faveur de l'auteur des faits, lequel n'est pas poursuivi : a) s'il a déjà exécuté la peine qui lui a été infligée à l'étranger ou s'il a été convenu, en vertu d'un accord international, que la peine prononcée à l'étranger serait exécutée dans l'État du for; b) s'il a été acquitté par une juridiction étrangère, s'il a bénéficié d'une remise de peine ou si la peine est prescrite; c) si la mise en mouvement de l'action publique étant subordonnée par le droit du pays étranger au dépôt d'une plainte avec constitution de partie civile, une telle plainte n'a pas été déposée (Slovénie).

*Grâces et amnisties*

87. Certains gouvernements évoquent la réforme en cours de la loi pénale tendant à exclure du bénéfice de la grâce et de l'amnistie les crimes internationaux ou les crimes commis contre les personnes ou les biens protégés par le droit international, qui sont visés dans le code interne (Costa Rica).

*Immunités*

88. Certains gouvernements relèvent que, dans la mesure où l'exercice de la compétence tirée de certaines dispositions de leurs codes est circonscrit par le droit international applicable, l'immunité des représentants de l'État et l'immunité diplomatique est acquise (Danemark).

89. Certains gouvernements rappellent que, lors de la ratification du Statut de Rome, la question s'étant posée de l'applicabilité du Statut aux personnes jouissant d'une immunité établie par la constitution du pays, les juridictions constitutionnelles compétentes ont estimé que l'existence d'une telle immunité ne faisait pas obstacle à l'exercice simultané de poursuites devant la Cour pénale internationale et d'une procédure de levée d'immunité et de destitution devant les juridictions nationales (Costa Rica).

*Exclusion de la clause d'exception politique*

90. D'après certaines observations, la clause d'exception politique ne s'applique pas à certaines infractions telles que les actes de terrorisme (Tunisie). Il est également fait état de réformes tendant à exclure les crimes graves visés dans les codes internes (correspondant aux crimes envisagés par le Statut de Rome) du champ des infractions politiques, des infractions de droit commun connexes à une infraction politique ou des infractions dont la sanction est recherchée pour des raisons politiques (Costa Rica).

91. Selon d'autres observations, c'est au Ministre de la justice qu'il appartient d'apprécier l'opportunité de poursuivre dans l'État du for celui qui aurait commis une infraction politique à l'étranger. Cependant, cette disposition procédant au fond de la nécessité de protéger les intérêts de l'État, il est jugé douteux que les crimes internationaux puissent être qualifiés infractions politiques au sens des lois concernées (Italie).

*Imprescriptibilité*

92. Certains gouvernements évoquent l'imprescriptibilité de certaines infractions proscrites par la loi interne (Azerbaïdjan, Bélarus), y compris la constitution (État plurinational de Bolivie). Parmi ces infractions, on citera le génocide (Bélarus, État plurinational de Bolivie), les crimes contre la paix, les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité (Azerbaïdjan, Bélarus, État plurinational de Bolivie), la trahison (État plurinational de Bolivie), le terrorisme et le financement du terrorisme (Azerbaïdjan).

93. Dans d'autres pays, des réformes en cours tendent à consacrer l'imprescriptibilité de certains crimes dans l'ordre interne (Costa Rica).

### 3. Jurisprudence et autre pratique

94. La **Belgique** fait observer qu'une loi du 16 juin 1993, transposant en droit belge le système de répression instauré par les Conventions de Genève de 1949 et les Protocoles additionnels de 1977, étendue par une loi du 10 février 1999 au crime de génocide et aux crimes contre l'humanité et reconnaissant aux juridictions belges une compétence universelle absolue pour réprimer les crimes les plus graves touchant la communauté internationale, a posé dans la pratique un certain nombre de problèmes découlant de l'application conjointe de plusieurs dispositions : la possibilité d'engager des poursuites *in absentia*, de mettre l'action publique en mouvement par constitution de partie civile auprès d'un juge d'instruction, et l'exclusion des immunités comme obstacle aux poursuites. Ce large champ d'application a entraîné une instrumentalisation politique de la loi qui a été jugée abusive. En outre, l'entrée en vigueur du Statut de Rome nécessitait la réduction du champ de compétence extraterritoriale des juridictions belges afin que celles-ci n'entrent pas systématiquement en concurrence potentielle avec la Cour pénale internationale, en application du principe de complémentarité. La loi du 16 juin 1993 a donc été abrogée par une loi du 5 août 2003, qui conserve néanmoins intact le droit matériel des lois de 1993 et de 1999. De plus, les règles de compétence des juridictions belges restent larges, grâce à une adaptation du droit commun de la compétence extraterritoriale aux réalités de la criminalité internationale moderne. En revanche, la loi du 5 août 2003 a modifié le mode de saisine des juridictions belges en prévoyant que les poursuites, en ce compris l'instruction, ne pouvaient être engagées qu'à la requête du procureur fédéral qui apprécie les plaintes éventuelles. Le mode de saisine par constitution de partie civile a été abandonné, à l'exception de l'hypothèse où l'infraction est perpétrée en tout ou en partie en Belgique ou lorsque l'auteur présumé de l'infraction est belge ou réside à titre principal en Belgique. Lorsqu'il est saisi d'une plainte, le procureur fédéral requiert le juge d'instruction d'instruire celle-ci. En outre, afin de tenir compte de la jurisprudence établie par la Cour internationale de Justice dans l'affaire relative au mandat d'arrêt du 11 avril 2000, la loi du 5 août 2003 a inscrit dans le titre préliminaire du code de procédure pénale le principe du respect des règles de droit international conventionnel et coutumier en matière d'immunité de juridiction et d'exécution.

95. En **République tchèque**, les tentatives d'application du principe *aut dedere aut judicare* ont été infructueuses, en général soit à cause de l'insuffisance des preuves fournies par l'État requérant pour poursuivre l'auteur présumé dans l'État requis suite à un refus d'extradition, soit du fait de la prescription.

96. Dans un autre cas, sa demande d'extradition aux fins de l'exécution d'une peine ayant été rejetée, l'État requérant a obtenu de la République tchèque qu'elle se charge de faire exécuter la peine en question.

97. Au **Danemark**, dans une affaire remontant à 1998, le Procureur général a été amené à apprécier la portée du Code pénal, un groupe de ressortissants chiliens résidant au Danemark ayant déposé une plainte contre l'ancien Président du Chili, Augusto Pinochet, l'accusant d'avoir imposé, conçu et soutenu un régime sous lequel les plaignants avaient été victimes d'arrestations, de tortures et de traitements dégradants au Chili entre 1973 et 1988. À la date de la plainte, l'ancien Président se trouvait au Royaume-Uni.

98. Ayant soigneusement examiné les travaux préparatoires des dispositions pertinentes du Code pénal notamment, le Procureur général a estimé que les juridictions danoises n'étaient pas compétentes en l'espèce, l'auteur présumé n'étant pas présent sur le territoire national au moment où les poursuites auraient pu être engagées contre lui. Cette lecture des dispositions du Code pénal sera par la suite confirmée par le Ministère de la justice.

99. En **Finlande**, saisie de l'affaire d'un accusé, résidant en Finlande, arrêté parce que son nom figurait sur une liste de suspects établie par les autorités de l'État dont il était ressortissant, une cour de district a déclaré que la loi finlandaise ne permettant pas son extradition, l'intéressé serait poursuivi en Finlande sur le fondement de la compétence universelle.

100. En **France**, deux personnes ont été condamnées par le jeu de la compétence « quasi universelle » : a) dans un arrêt de 2005, la cour d'assises du Gard a condamné Ely Ould Dah, ressortissant mauritanien, à 10 ans de réclusion criminelle et à 15 000 euros de dommages et intérêts pour chacune des victimes, pour des actes de torture commis en Mauritanie entre 1990 et 1991. Cette condamnation a donné lieu à un recours devant la Cour européenne des droits de l'homme dans lequel le requérant, invoquant l'article 7 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (Pas de peine sans loi), se plaignait d'avoir été poursuivi et condamné en France pour des faits commis en Mauritanie, alors qu'il ne pouvait prévoir que la loi mauritanienne serait écartée au profit de la loi française. Dans une décision de 2009, la Cour a conclu que la France n'avait pas méconnu le principe de légalité garanti par l'article 7 de la Convention; b) dans un arrêt de 2008, la cour d'assises du Bas-Rhin a condamné Khaled Ben Saïd, ressortissant tunisien, à huit ans de prison pour avoir ordonné des actes de torture à l'encontre d'une ressortissante tunisienne au commissariat de Jendouba, dont il était le commissaire, en 1996. Le parquet, qui avait requis l'acquittement, a fait appel de cette décision, et Khaled Ben Saïd doit être rejugé en appel par la cour d'assises de Meurthe-et-Moselle.

101. Aux **Pays-Bas**, plusieurs poursuites ont été engagées ces dernières années sur le fondement de la législation pénale relative aux infractions internationales applicable avant l'entrée en vigueur de la loi portant crimes internationaux de 2003. En outre, dans deux affaires, des ressortissants néerlandais ont été poursuivis sur le fondement de la compétence universelle, les accusés – un Congolais, trois Afghans et deux Rwandais – étant présents aux Pays-Bas dans l'une et l'autre espèce.

102. En **Nouvelle-Zélande**, des parties civiles ont intenté une action en 2006 sur le fondement de l'article 8, alinéa premier, de la loi sur les crimes internationaux et la Cour pénale internationale contre l'ancien général israélien Moshe Ya'alon, alors en visite dans le pays, un mandat d'arrêt ayant été décerné contre lui par le tribunal de district d'Auckland. La loi susmentionnée subordonne l'ouverture de poursuites au consentement préalable de l'Attorney general, lequel a refusé de le donner au motif que les charges relevées contre le général étaient insuffisantes. Les poursuites ont été définitivement suspendues par l'Attorney general et le mandat d'arrêt annulé le 28 novembre 2006 (*Wakim c. Ya'alon*, tribunal de district d'Auckland).

103. Sans avoir procédé à une analyse exhaustive de la pratique des juridictions américaines, le Gouvernement des **États-Unis** relève quelques exemples de poursuites exercées sur le seul fondement de la compétence universelle, en

l'absence de lien entre les États-Unis et l'infraction poursuivie autre que la présence de l'auteur devant le juge américain.

104. En 2003, le tribunal de district d'Hawaï a condamné un ressortissant chinois pour avoir poignardé, dans les eaux internationales, le capitaine et le capitaine en second, également de nationalité chinoise, d'un navire de pêche taïwanais battant pavillon seychellois et servi par un équipage entièrement chinois. Le navire ayant pénétré dans les eaux territoriales américaines, l'accusé a été poursuivi sous l'empire de la loi américaine portant application de la Convention pour la répression d'actes illicites contre la sécurité de la navigation maritime (18 U.S.C. § 2280).

105. Dans deux autres affaires, alors même que la loi américaine autorisait les poursuites sur le seul fondement de la compétence universelle et de la présence des suspects sur le territoire américain, d'autres titres de compétence ont été invoqués.

106. En 1998, Ramzi Yousef a été condamné pour son rôle dans l'attentat à la bombe perpétré contre le World Trade Center en 1993 à New York et pour complot en vue de faire exploser plusieurs avions de ligne américains en Asie du Sud-Est en 1994 et en 1995. Entre autres chefs d'accusation retenus contre lui en ce qu'il avait comploté et exécuté des attentats contre les États-Unis, Ramzi Yousef a été condamné pour avoir placé et fait exploser une bombe à bord du vol 434 de la compagnie Philippines Airlines reliant Manille au Japon. En dernière analyse, la cour d'appel a jugé que les juridictions américaines étaient compétentes par application du principe de protection.

107. En 2008, la justice américaine a condamné Charles « Chuckie » Taylor, fils de l'ancien Président libérien Charles Taylor, pour des faits de torture et autres crimes connexes commis au Libéria entre 1999 et 2003 sous le régime de son père. Encore que la loi sur la torture (18 U.S.C. § 2340A) confère aux juridictions américaines compétence pour juger toute personne, quelle que soit sa nationalité, qui s'est rendue coupable de tortures, à condition qu'elle soit présente aux États-Unis, il se trouve que Charles « Chuckie » Taylor est également de nationalité américaine.

#### **IV. Nature du sujet**

108. Dans leurs observations, certains gouvernements évoquent la nature du sujet, s'arrêtant notamment sur les aspects positifs et négatifs de la portée et de l'application du principe de la compétence universelle. S'agissant des aspects positifs, on fait observer que les auteurs de crimes odieux sont l'objet de poursuites devant diverses juridictions, preuve que l'on entend les priver de tout sanctuaire. On considère aussi que le principe de compétence universelle vient compléter la compétence internationale. Pour ce qui est des aspects négatifs, dans la mesure où elle peut être invoquée de manière sélective, pour des motifs politiques, contre telle ou telle personne, la compétence universelle est susceptible d'abus. De surcroît, elle serait d'application onéreuse, laborieuse et peu efficace.

109. Certains gouvernements demeurent préoccupés par l'application du principe de compétence universelle, surtout lorsqu'on l'invoque de manière sélective ou arbitraire, en faisant fi des exigences de la justice internationale et de l'égalité. Le recours injustifié à la compétence universelle est de nature à nuire à la légalité internationale et aux relations internationales. Les principes énoncés dans la Charte



des Nations Unies, notamment ceux de l'égalité souveraine et de l'indépendance politique des États ainsi que celui de non-intervention dans les affaires de l'État, doivent être scrupuleusement respectés à l'occasion de toutes procédures judiciaires. En effet, dans la mesure où le droit international ne l'autorise pas expressément, l'exercice unilatéral de la compétence universelle contre des agents officiels étrangers par les organes judiciaires de l'État est contraire au principe de l'égalité souveraine des États et constitue une violation du droit international, engageant ainsi la responsabilité de l'État.

110. Pour plusieurs gouvernements, l'exercice de la compétence fondée sur la compétence universelle est controversée en doctrine comme en pratique, étant noté que les opinions divergent quant à la typologie et à l'éventail de crimes justiciables de ce principe et quant aux critères et conditions de son application. En particulier, comme il n'existe aucune définition claire et universellement acceptée de la compétence universelle, les questions comme celles de savoir : a) quels crimes en seraient justiciables; b) si la présence de l'accusé dans l'État exerçant la compétence universelle est toujours requise; c) si un « lien de rattachement étroit » avec l'État souhaitant invoquer une telle compétence est nécessaire, continuent de susciter débat.

111. Selon certaines observations, la lutte contre l'impunité étant un objectif commun partagé par les États, ouvrir le débat sur la compétence universelle permettrait aux gouvernements de mieux apprécier la portée du principe en droit international. Tout en se disant disposés à participer à ce débat, certains gouvernements penchent pour une approche prudente. Par ailleurs, on relève que ce n'est pas vraiment la première fois que la Sixième Commission s'intéresse à ce sujet, l'ayant indirectement abordé à l'occasion de l'examen d'autres questions, notamment les travaux de la Commission du droit international sur le projet de Code des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité et le sujet de l'obligation d'extrader ou de juger (principe *aut dedere aut judicare*). En outre, ces dernières années, la question a été traitée en profondeur par l'Association de droit international (Londres, 2000), l'Institut de droit international (Cracovie, 2005) et l'Association internationale de droit pénal (dont le dix-huitième Congrès s'est tenu à Istanbul en 2009). Tout débat sur le sujet devrait donc tenir compte de ces travaux précédents et en cours.

112. Pour ce qui est de la démarche à suivre, on propose de charger un groupe de travail de la Sixième Commission de recenser les similitudes entre la conception que les différents États ont de la compétence universelle, en interrogeant essentiellement les observations qu'ils ont fournies en application de la résolution 64/117 de l'Assemblée générale.

113. Par ailleurs, dans une perspective à long terme, pour certains l'examen du sujet devrait être confié à la Commission du droit international, qui est déjà saisie du sujet de « l'obligation d'extrader ou de poursuivre (*aut dedere aut judicare*) », inextricablement lié à la compétence universelle.

114. Certains gouvernements vont plus en avant dans leurs observations :

### **Belgique**

Il serait intéressant d'examiner plus avant le caractère subsidiaire de la compétence universelle, notamment en comparant la subsidiarité au principe de complémentarité qui fonde l'intervention de la Cour pénale internationale.

**Chili**

Les principaux points à prendre en compte s'agissant d'apprécier la portée et l'application du principe de compétence universelle sont les suivants :

- a) Le fait qu'il est clairement admis qu'en matière de compétence pénale, le principe de territorialité prime. Par suite, en règle générale, les tribunaux de l'État où l'infraction a été commise sont les premiers compétents pour enquêter et punir les crimes contre l'humanité, les crimes de guerre et le génocide;
- b) Si l'on veut que la compétence universelle s'applique, le pouvoir de l'État d'établir sa compétence et de juger toute personne doit être solidement fondé en droit international, d'ordinaire par un traité;
- c) La compétence universelle ne saurait reposer sur la seule législation nationale de l'État qui voudrait l'invoquer, à moins que cette compétence ne dérive également du droit international;
- d) L'État ne peut exercer sa compétence tant que l'État où l'infraction a été commise n'a pas démontré qu'il ne voulait ni enquêter ni poursuivre, ou qu'il ne pouvait le faire.

**Cuba**

- a) L'application du principe de compétence universelle doit être subsidiaire de la compétence de chaque État. Si les autorités judiciaires de l'État déclarent qu'elles sont en mesure de poursuivre et de juger l'auteur du crime, le principe de la compétence universelle ne devrait pas trouver application.
- b) On pourrait envisager de prescrire que l'État qui revendique une compétence universelle obtienne au préalable le consentement de l'État de commission et de l'État de nationalité.
- c) Il faudrait déterminer les crimes justiciables de la compétence universelle ainsi que les conditions de son exercice. Ces crimes devraient se limiter aux crimes contre l'humanité, la compétence universelle ne pouvant être invoquée que dans des circonstances exceptionnelles et s'il est établi qu'il n'existe aucun autre moyen d'exercer des poursuites pénales contre les auteurs.

**Koweït**

- a) La communauté internationale devrait se demander s'il ne faudrait pas analyser de manière approfondie, en tenant compte de la pratique, les mécanismes d'application du principe de la compétence universelle à la lumière des réalités internationales, en commençant éventuellement par en étudier et en cerner la portée et la nature ainsi que les circonstances dans lesquelles il trouverait application, et rechercher dans quelle mesure il pourrait s'appliquer en l'absence de ces mécanismes.
- b) La compétence universelle, en règle générale, devrait s'inscrire dans le cadre du Statut de Rome et être invoquée en présence des seules infractions visées par le Statut ou par tels ou tels instruments bien déterminés.
- c) La communauté internationale, par le biais de l'Organisation des Nations Unies, devrait solidement consacrer le principe de compétence universelle dans une

convention ou un instrument international, dans le but d'en systématiser universellement les règles, modalités, procédures et moyens d'application.

### **Pérou**

a) La coexistence de différents critères permettant d'établir la compétence est de nature à donner lieu à des litiges entre États souhaitant poursuivre tel accusé devant leurs tribunaux. Cela étant, il conviendrait de classer ces critères par ordre de préférence sur la base du for le plus indiqué.

b) Pour éviter de généraliser à propos de l'application du principe de compétence universelle, il faudrait étudier chaque infraction par référence au droit international (droit coutumier et droit des traités).

c) S'agissant de chaque infraction, on devrait se demander si l'exercice de la compétence universelle est facultatif ou obligatoire, compte tenu de la source de droit (coutumier ou conventionnel).

### **Rwanda**

a) Afin d'éviter abus et malentendus, et de faire une application efficace de la compétence universelle, l'Assemblée générale devrait, à sa soixante-cinquième session, entreprendre de définir la compétence universelle par la nature des infractions qui en sont justiciables. Pour ce faire, il faudrait assortir à toute définition les peines précises applicables à l'infraction considérée, la procédure à suivre en droit interne étant précisée.

b) Afin d'éviter toutes poursuites inspirées par des motifs politiques : i) l'État du for devrait connaître des seules affaires dont il est établi qu'elles sont commandées par l'intérêt de la justice, et non par des considérations politiques; ii) les actions regardées comme « partisans » dans le cadre d'un litige de caractère essentiellement politique, mériteraient une attention particulière; iii) encore qu'il soit impossible d'établir des directives précises, il conviendrait de veiller à ce que les conséquences de procès sur l'ordre public ne l'emportent pas sur leurs avantages en matière de lutte contre l'impunité.

c) Il faudrait retenir les Principes de Princeton sur la compétence universelle, de 2001 : i) les crimes justiciables de la compétence universelle sont notamment : la piraterie, l'esclavage, les crimes de guerre, les crimes contre la paix, les crimes contre l'humanité, le génocide et la torture (Principe 2); ii) l'application de la compétence universelle aux crimes énumérés ci-dessus est sans préjudice de son application à d'autres crimes au regard du droit international (Principe 2); iii) une fois qu'il a quitté ses fonctions, l'agent de l'État, y compris le chef d'État, ne devrait pas être à l'abri de poursuites sous prétexte qu'il a agi en sa qualité officielle (Principe 5); ces crimes devraient être imprescriptibles (Principe 6); les amnisties générales sont incompatibles avec l'obligation de l'État de tenir les personnes responsables de leurs crimes (Principe 7).

d) Il faudrait également retenir les autres aspects des Principes de Princeton : i) l'État exerce sa compétence universelle de bonne foi et conformément à ses droits et obligations au regard du droit international (Principe 1); ii) lorsqu'ils exercent la compétence universelle, l'État et ses organes judiciaires doivent respecter les normes internationales en matière d'administration de la justice, y compris, sans s'y limiter, celles relatives aux droits de l'accusé et des victimes, à

l'équité de la procédure et à l'indépendance et l'impartialité de la magistrature (Principe 1); iii) dans l'exercice de la compétence universelle, l'État ou ses organes judiciaires veillent à ce que toute personne faisant l'objet d'une action pénale ne soit pas exposée à des poursuites ou peines multiples pour le même comportement délictueux (Principe 9); iv) l'État refuse de faire droit à une demande d'extradition reposant sur la compétence universelle si la personne recherchée risque la peine de mort ou risque d'être soumise à la torture ou à d'autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants ou s'il est probable qu'elle sera soumise à une parodie de procès dans le cadre de laquelle les normes internationales en matière d'administration de la justice seront violées (Principe 10).

e) Il faudrait instituer un système de réexamen qui permette à la personne concernée de faire appel devant un autre juge ou un autre tribunal de la décision décernant un mandat d'arrêt international. Le recours pourrait être organisé devant une juridiction nationale, régionale ou internationale.

f) En tout état de cause, il faudra recueillir l'avis de l'Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL) sur l'opportunité de délivrer un mandat d'arrêt international au vu des preuves disponibles et, au cas où INTERPOL n'aurait pas délivré un tel mandat ni conseillé de le faire, aucun État ne devrait se sentir tenu d'exécuter un mandat d'arrêt émanant de tel juge de tel ou tel État Membre de l'ONU.

Tableau 1  
**Liste des infractions mentionnées dans les diverses observations  
à l'égard desquelles différents codes organisent la compétence  
universelle (y compris d'autres titres de compétence)**

<i>Infraction<sup>a</sup></i>		<i>État</i>
Piraterie		Bélarus, Cameroun, Chypre et Pays-Bas
Esclavage et infractions connexes		Australie, Autriche, Cameroun et Iraq
Infractions financières	Falsification de monnaies, vente ou mise en circulation de monnaies et de valeurs contrefaites	Allemagne, Azerbaïdjan, Cameroun, Chypre, Finlande, Italie, Portugal, République tchèque et Tunisie
	Fabrication et détention d'outils de contrefaçon, de poids et d'objets équivalents	Portugal et République tchèque
	Production illicite de monnaie	République tchèque
	Titre de crédit et sceaux	Portugal
Génocide		Arménie, Australie, Bélarus, Belgique, Bulgarie, Costa Rica, Estonie, Finlande, Malte, Norvège et République tchèque
Crimes contre l'humanité		Australie, Azerbaïdjan, Bélarus, Belgique, Bulgarie, Costa Rica, Estonie, Finlande, Malte et Norvège
Atteintes à l'humanité		République tchèque

<i>Infraction<sup>a</sup></i>	<i>État</i>
Crimes contre la sécurité de l'humanité	Bélarus
Crimes contre la paix	Azerbaïdjan, Bélarus et Bulgarie
Agression	Estonie
Propagande en faveur de la guerre	
Préparation d'une guerre d'agression	République tchèque
Crimes de guerre	Australie, Azerbaïdjan, Bélarus, Belgique, Bulgarie, Costa Rica, Estonie, Finlande, Malte, Norvège, République tchèque, Suède et Suisse
Emploi de moyens de combat interdits et guerre illégale, actes de cruauté en temps de guerre, persécution de la population, pillage dans la zone de guerre	République tchèque
Fabrication, stockage ou distribution d'instruments de guerre interdits	Bélarus
Fabrication et distribution d'armes interdites	Estonie
Violations des lois et coutumes de la guerre	Bélarus, Bulgarie, Costa Rica et Norvège
Inaction ou publication d'un ordre criminel en temps de conflit armé	Bélarus
Emploi de tactiques de guerre interdites	Arménie
Emploi de tactiques de guerre interdites	
Torture	Australie, Azerbaïdjan, Finlande, France et République tchèque
Autres traitements inhumains et cruels	République tchèque
Apartheid et discrimination contre un groupe de personnes	Bulgarie et République tchèque
Violation des mesures nécessaires à l'application de sanctions internationales	Estonie
Écocide	Arménie et Bélarus
Production, prolifération ou emploi d'armes de destruction massive	
Infractions liées à l'énergie, aux explosifs, aux rayonnements ou mise en danger nucléaires	Allemagne et Finlande
Infractions liées aux armes chimiques	Finlande
Infractions liées aux armes biologiques	
Emploi de mines	

<i>Infraction<sup>a</sup></i>	<i>État</i>
Atteintes à la sécurité internationale ou à la sécurité d'État	Estonie et Tunisie
Sabotage ou perturbation des moyens internationaux de communication et de transport	Iraq et République tchèque
Espionnage	République tchèque
Trahison	Chypre
Infractions liées au terrorisme	Autriche, Azerbaïdjan, Belgique, Cameroun, Finlande, France et Malaisie
Attentats terroristes/à la bombe	Finlande, France et République tchèque
Terreur	République tchèque
Financement du terrorisme	Azerbaïdjan, Finlande et France
Détournement d'avion	
Piraterie maritime	Azerbaïdjan, Finlande, France et Tunisie
Piraterie aérienne	Autriche, Finlande, France et Tunisie
Prise d'otages	Azerbaïdjan et Finlande
Atteintes à la circulation aérienne ou maritime	Allemagne
Attentats terroristes contre les personnes ou les organisations jouissant d'une protection internationale	Azerbaïdjan et Finlande
Violence dans les aéroports, les plates-formes fixes	Finlande et France
Infractions liées aux matières radioactives	Azerbaïdjan
Terrorisme nucléaire	Finlande et France
Atteintes à la circulation aérienne ou maritime	Allemagne
Infractions contre le personnel des Nations Unies et le personnel associé	Finlande
Intérêts financiers et actes de corruption	Belgique et France
Crime organisé	Autriche
Blanchiment d'argent	Cameroun
Associations de malfaiteurs	Éthiopie
Infractions contre la personnalité, les symboles ou les représentants de l'État	Italie
Utilisation malveillante des symboles, signes et armoiries internationalement reconnus	République tchèque

<i>Infraction<sup>a</sup></i>	<i>État</i>
Contrefaçon du sceau de l'État	Cameroun et Tunisie
Usage impropre du drapeau et du cessez-le-feu	République tchèque
Attaque contre parlementaire	République tchèque et Norvège
Atteintes à « l'indépendance et à l'intégrité nationale »	Portugal
Infractions liées aux stupéfiants, aux substances psychotropes et aux drogues	Allemagne, Autriche, Azerbaïdjan, Cameroun, Chypre, Éthiopie, Finlande et Iraq
Atteintes à la moralité	Traite des êtres humains
	Traite des femmes et des mineurs
	Mariage forcé ou mariage d'enfants
	Enlèvement à des fins d'extorsion
	Non-respect de certaines règles applicables aux activités des agences matrimoniales
	Mutilations génitales/mutilations sexuelles féminines
	Publications obscènes ou indécentes
	Spectacles obscènes ou indécents
Infractions liées à la fraude informatique et aux communications	Portugal
Fraude aux subventions	Allemagne
Atteintes à l'état de droit	Portugal
Infractions liées aux élections	
Infractions liées aux déchets toxiques	Cameroun, Portugal
Disparition forcée	France (législation sur la compétence en cours)
Certaines infractions routières	France

<sup>a</sup> Il s'agit des infractions visées par des accords internationaux qui sont justiciables de certaines juridictions selon le code considéré (France) ainsi que celles auxquelles l'application du Code pénal est étendue par décret (Finlande).

Tableau 2  
Textes intéressant le sujet, d'après les indicateurs fournis par les gouvernements

<i>Catégorie</i>	<i>Texte</i>	<i>Pays</i>
<b>Piraterie</b>	Loi sur la criminalité	Australie
	Loi portant organisation du pouvoir judiciaire	Malaisie <sup>a</sup>
	Loi sur les tribunaux (pour les infractions commises en haute mer)	Maurice
	Loi sur la criminalité	Nouvelle-Zélande
	Code des États-Unis, titre 18, art. 1651, 18 U.S.C. § 1651	États-Unis
<b>Infractions financières et monétaires</b>	Loi portant interdiction de procurer des fonds aux fins de menaces contre le public	République de Corée
<b>Génocide</b>	Loi portant prévention et répression du crime de génocide	Israël
	Code des crimes de droit international	Allemagne
	Loi de 2003 portant crimes de droit international	Pays-Bas
	Loi 31/2004	Portugal
	Code des États-Unis, titre 18, art. 1091, 18 U.S.C. § 1091	États-Unis
<b>Torture</b>	Loi n° 498	Italie
	Loi portant crimes de droit international	Pays-Bas
	Code des États-Unis, titre 18, art. 2340A, 18 U.S.C. § 2340A	États-Unis
<b>Crimes contre l'humanité</b>	Code des crimes de droit international	Allemagne
	Loi portant crimes de droit international	Pays-Bas
	Loi 31/2004	Portugal
<b>Crimes de guerre</b>	Loi portant répression des nazis et collaborateurs nazis	Israël
	Code des crimes de droit international	Allemagne
	Loi portant crimes de droit international	Pays-Bas
	Loi sur les Conventions de Genève	Nouvelle-Zélande
	Loi 31/2004	Portugal
<b>Apartheid</b>	Loi n° 2116	État plurinational de Bolivie
<b>Infractions liées au terrorisme</b>	Loi sur la criminalité (navires et plates-formes fixes)	Australie
	Loi n° 107	Italie



<i>Catégorie</i>	<i>Texte</i>	<i>Pays</i>
	Loi n° 342	Italie
	Loi portant prévention du terrorisme	Maurice
	Loi 52/2003	Portugal
	Loi réprimant la destruction de navires ou d'installations maritimes	République de Corée
	Loi sur les infractions dans le domaine de l'aviation civile	Afrique du Sud
	Loi sur l'énergie nucléaire	
	Loi sur la protection de la démocratie constitutionnelle contre le terrorisme et autres activités connexes	
	Loi n° 75/2003, modifiée et complétée par la loi n° 65/2009	Tunisie
	Code des États-Unis, titre 18, art. 32, 18 U.S.C. § 32 (Destruction d'aéronefs ou d'installations pour aéronefs)	États-Unis <sup>b</sup>
	Code des États-Unis, titre 18, art. 37, 18 U.S.C. § 37 (Actes de violence dans un aéroport international)	
	Code des États-Unis, titre 18, art. 112, 878, 1116 18 U.S.C. § 112, 878, 1116 (Protection de représentants étrangers, d'hôtes étrangers ou de personnes jouissant d'une protection internationale)	
	Code des États-Unis, titre 18, art. 831, 18 U.S.C. § 831 (Opérations interdites concernant les matières nucléaires)	
	Code des États-Unis, titre 18, art. 1203, 18 U.S.C. § 1203 (Prise d'otages)	
	Code des États-Unis, titre 18, art. 2280, 18 U.S.C. § 2280 (Actes de violence visant la navigation maritime)	
	Code des États-Unis, titre 18, art. 2281, 18 U.S.C. § 2281 (Actes de violence contre les plates-formes marines fixes)	
	Code des États-Unis, titre 18, art. 2332f, 18 U.S.C. § 2332f (Attentats à la bombe perpétrés dans des lieux publics, contre des installations, des systèmes de transport ou des ouvrages publics)	
	Code des États-Unis, titre 49, art. 46502, 18 U.S.C. § 46502 (Piraterie aérienne)	

<i>Catégorie</i>	<i>Texte</i>	<i>Pays</i>
<b>Infractions liées au mercenariat</b>	Loi portant interdiction de l'activité de mercenaire	Nouvelle-Zélande
	Loi 31/2004	Portugal
	Loi portant réglementation de l'aide militaire	Afrique du Sud
<b>Création de la Cour pénale internationale et d'autres tribunaux</b>	Loi portant crimes de droit international	Kenya
	Loi n° 95-1/1995 (TPIY et TPIR)	France
	Code des crimes de droit international	Allemagne
	Loi portant crimes de droit international et Cour pénale internationale	Nouvelle-Zélande
	Loi sur la criminalité	
	Loi sur la répression, etc., des crimes relevant de la compétence de la Cour pénale internationale	République de Corée
	Loi portant application du Statut de Rome de la Cour pénale internationale	Afrique du Sud
	Projet de loi portant application du Statut de Rome de la Cour pénale internationale, n° 920/2008	État plurinational de Bolivie
	Projet de loi portant application du Statut de Rome	Maurice
	Projet de loi en instance portant crimes de droit international et modification du Code pénal	Suède
<b>Infractions liées aux transports maritimes</b>	Loi sur la marine marchande	Maurice
	Loi réprimant la destruction de navires ou d'installations maritimes	République de Corée
<b>Infractions liées aux drogues, aux stupéfiants et aux substances psychotropes</b>	Loi spéciale portant prévention du trafic de stupéfiants	République de Corée
	Loi sur les drogues dangereuses	Maurice
<b>Blanchiment d'argent</b>	Loi n° 75/2003, modifiée et complétée par la loi n° 65/2009	Tunisie

<sup>a</sup> La Malaisie fait remarquer que les lois respectives organisent la compétence extraterritoriale des tribunaux à l'égard des infractions relatives à la traite des personnes, à l'informatique et au blanchiment d'argent.

<sup>b</sup> Les États-Unis observent que la large compétence reconnue au juge pénal à l'égard de certaines de ces infractions (liées au terrorisme) découle sans doute aussi du droit international coutumier fondé sur la pratique interne et l'*opinio juris* en la matière.

Tableau 3

**Traité sur la matière cités par les gouvernements, notamment ceux consacrant le principe *aut dedere aut judicare***

**I. Instruments universels<sup>a</sup>**

<b>Piraterie</b>	Convention sur la haute mer, 1958	Nouvelle-Zélande, Tunisie
	Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, 1982	Chili, Chine, Nouvelle-Zélande, Tunisie
<b>Droit international humanitaire</b>	Convention de Genève pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les forces armées en campagne, 1949, et Convention de Genève relative au traitement des prisonniers de guerre, 1949	État plurinational de Bolivie
	Convention de Genève, 1949	Arménie, Cameroun, Chili, Chine, État plurinational de Bolivie, Malte, Nouvelle-Zélande, République de Corée, Slovénie, Tunisie
	Protocoles additionnels de 1977	
	Protocole I	Arménie, Cameroun, Chili, Chine, Nouvelle-Zélande, République de Corée, République tchèque, Slovénie, Tunisie
	Protocole II	Arménie, Cameroun, Nouvelle-Zélande, République tchèque, Tunisie
	Convention pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé, 1954, et le premier Protocole de 1954	Chine
	Deuxième Protocole de 1999 relatif à la Convention pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé	Slovénie
<b>Génocide</b>	Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, 1948	Afrique du Sud, Arménie, Malte, République tchèque
<b>Droit pénal international</b>	Statut de Rome de la Cour pénale internationale, 1998	Afrique du Sud, Bulgarie, État plurinational de Bolivie, Maurice, Nouvelle-Zélande, Suède
<b>Torture</b>	Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, 1984	Afrique du Sud, Arménie, État plurinational de Bolivie, Bulgarie, Cameroun, Chine, Malte, République de Corée, République tchèque, Slovénie, Tunisie

<b>Apartheid</b>	Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid, 1973	Arménie, Chine, État plurinational de Bolivie
<b>Actes de terrorisme</b>	Convention relative aux infractions et à certains autres actes survenant à bord des aéronefs, 1963	Afrique du Sud, Arménie, Bulgarie
	Convention pour la répression de la capture illicite d'aéronefs, 1970	Afrique du Sud, Arménie, Bulgarie, Chine, États-Unis, République de Corée, Slovénie
	Convention pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile, 1971	Afrique du Sud, Arménie, Chine, États-Unis, République de Corée, Slovénie
	Protocole pour la répression des actes illicites de violence dans les aéroports servant à l'aviation civile internationale, 1988	Arménie, Chine
	Convention pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile, 1988	Afrique du Sud, Arménie, Chine, États-Unis, République de Corée, Slovénie
	Protocole pour la répression d'actes illicites contre la sécurité des plates-formes fixes situées sur le plateau continental, 1988	
	Convention sur la protection physique des matières nucléaires, 1980	Arménie, Chine, République de Corée, Slovénie
	Convention sur le marquage des explosifs plastiques et en feuilles aux fins de détection, 1991	Arménie
	Convention sur la prévention et la répression des infractions contre les personnes jouissant d'une protection internationale, y compris les agents diplomatiques, 1973	Afrique du Sud, Arménie, Chine, États-Unis, République de Corée, Slovénie
	Convention internationale contre la prise d'otages, 1979	Afrique du Sud, Arménie, Bulgarie, Chine, États-Unis, République de Corée, Slovénie
<b>Stupéfiants et substances psychotropes</b>	Convention internationale pour la répression des attentats terroristes à l'explosif, 1997	
	Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme, 1999	
	Convention internationale pour la répression des actes de terrorisme nucléaire, 2005	Afrique du Sud, Arménie, Chine, Slovénie
	Convention unique sur les stupéfiants de 1961	République de Corée
	Protocole portant amendement de la Convention unique sur les stupéfiants de 1972	Chine, République de Corée
	Convention de 1971 sur les substances psychotropes	

	Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, 1988	
<b>Corruption et criminalité transnationale organisée</b>	Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, 2000	Chine, Slovénie
	Convention des Nations Unies contre la corruption, 2003	Chine, République de Corée
	Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants, 2000	Chine
<b>Sécurité du personnel des Nations Unies et du personnel associé</b>	Convention sur la sécurité du personnel des Nations Unies et du personnel associé, 1994	Chine, République de Corée, Slovénie, Tunisie
<b>Disparitions forcées</b>	Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, 2006	Arménie, Tunisie
<b>Imprescriptibilité</b>	Convention sur l'imprescriptibilité des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité, 1968	Arménie, État plurinational de Bolivie

<sup>a</sup> Certains font observer en général que les États concernés sont parties à des traités internationaux multilatéraux visant à lutter contre des infractions telles que le terrorisme, le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, le génocide, la destruction de population, l'apartheid, l'esclavage, les crimes de guerre, le détournement d'avion, la prise d'otages, les infractions contre les personnes jouissant d'une protection internationale, la piraterie, la contrebande, la falsification de monnaies ou de titres, ou la vente de faux billets ou de titres falsifiés, la pollution, etc. (Azerbaïdjan).

## II. Instruments régionaux

<b>Terrorisme et blanchiment d'argent</b>	Convention de l'Organisation de l'unité africaine sur la prévention et la lutte contre le terrorisme, 1999	Afrique du Sud
	Convention européenne pour la répression du terrorisme, 1977, et le Protocole de 2003 portant amendement à la Convention	Arménie
	Convention du Conseil de l'Europe relative au blanchiment, au dépiage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime et au financement du terrorisme, 2005	
<b>Disparitions forcées</b>	Convention interaméricaine sur la disparition forcée des personnes, 1994	État plurinationale de Bolivie

<b>Extradition et entraide</b>	Convention européenne sur la transmission des procédures répressives, 1972	Arménie
	Convention européenne d'extradition, 1957	Afrique du Sud, Arménie, République tchèque
	Deux Protocoles additionnels, 1975 et 1978, à la Convention européenne d'extradition	Arménie
	Convention sur le transfèrement des personnes condamnées, 1983	
	Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale, 1959, et Protocole additionnel de 1978	
	Convention de la Communauté d'États indépendants (CEI) sur l'extradition des personnes condamnées à des peines d'emprisonnement aux fins de l'exécution du reliquat de leur peine	
	Convention de la CEI sur l'extradition vers un autre État des délinquants atteints de troubles mentaux aux fins de traitement obligatoire	
	Convention de la CEI sur l'entraide judiciaire et les relations juridiques en matière de droit pénal, civil et familial, 1993	Arménie, Bélarus

### III. Instruments bilatéraux

<b>Extradition et entraide judiciaire en matière pénale</b>	Sont également mentionnés des accords bilatéraux sur l'extradition et l'entraide judiciaire en matière pénale	Afrique du Sud, Arménie, République tchèque
---	---	---